

“S’il le faut, on ira dans L’OPPOSITION”

► Pour Maxime Prévot, il n'est plus possible de travailler sereinement avec le partenaire socialiste

Maxime Prévot, vous êtes le vice-Président CDH du gouvernement wallon. Le PS est-il devenu infréquentable aux yeux de votre parti ?

“Je ne le dirais pas en ces termes parce que j’ai humainement beaucoup de respect pour mes collègues socialistes, singulièrement pour Paul Magnette (ministre-Président PS). Mais je dois aussi politiquement reconnaître que, aujourd’hui, il n’est plus possible de travailler sereinement avec le partenaire socialiste. Il est empêtré dans un nombre d’affaires important, les scandales se succèdent. Et l’énergie qu’il met à s’extirper de ses problèmes internes n’est pas mobilisée pour les réformes indispensables en Wallonie et à Bruxelles. Cela nous amène à nous tourner vers d’autres partenaires potentiels de majorité. C’est le sens de l’appel de Benoît Lutgen à Ecolo, au MR et à Défi pour que nous puissions relancer une politique dynamique, moderne, moins conservatrice. Nous souhaitons poursuivre notre travail, l’amplifier, le dynamiser,

mais le faire avec d’autres partenaires. Cela permettra pour la première fois, après trente ans de présence ininterrompue du Parti socialiste en Wallonie et à Bruxelles, de donner un nouvel élan et une nouvelle respiration à l’action publique.”

Le changement de majorité a-t-il aussi pour but de développer une politique davantage marquée à droite ?

“L’enjeu a toujours été pour le CDH d’avoir une politique équilibrée entre responsabilité et solidarité. On doit libérer beaucoup plus l’initiative, éviter d’être systématiquement dans l’économie subventionnée. On doit pouvoir donner un nouvel élan aux enjeux environnementaux et climatiques, aux questions de gouvernance, à la rationalisation des outils, à la diminution des mandats...”

Ce sont déjà des appels clairs au MR et à Ecolo, ce que vous dites là.

“Et à Défi également. Ce qu’il

nous faut maintenant, ce n’est pas de savoir si la politique doit être de gauche ou de droite, elle doit juste être efficace et particulièrement intègre.”

Avec le recul, regrettez-vous de ne pas avoir formé des majorités régionales avec le MR dès 2014 ?

“Non. On ne vit jamais de regrets et je n’ai pas l’intention de renier ce qui a malgré tout été fait de positif avec mes collègues socialistes ces trois dernières années.”

À quand remonte la réflexion au CDH sur le changement de majorité ?

“Sur le terrain, ça fait de nombreuses semaines que nous sommes interpellés par des militants ou des sympathisants qui ont été choqués par ces scandales. Ils s’interrogent sur le fait que nous puissions continuer à travailler avec le Parti socialiste. Mais c’est vraiment ce lundi matin que les choses se sont accélérées.”

Que va-t-il se passer si le MR, Ecolo et Défi rejettent votre appel ?

“On ira dans l’opposition.”

Antoine Clevers

LA PHRASE

“On ne vit jamais de regrets et je n’ai pas l’intention de renier ce qui a malgré tout été fait de positif avec mes collègues socialistes ces trois dernières années.”

Maxime Prévot

“Diriger avec le MR du Kazakhgate plutôt qu’avec le PS du Samusocial. Risible”

RAOUL HEDEBOUW
PORTE-PAROLE
DU PTB



“Le redressement des entités fédérées est vital. Le MR répondra donc favorablement à un appel au dialogue politique sur l’avenir des entités fédérées.” [...] “Depuis plusieurs mois, nous ne cessons de dénoncer l’inertie des gouvernements fédérés.”

Olivier Chastel, président du MR

“Le CDH s’est sucré pendant DES ANNÉES !”

▣ Le président de Défi Olivier Maingain l’assure : aucun cadeau ne sera fait au CDH dans l’optique de majorités sans le PS

▶ Sans fermer la porte à des négociations avec d’autres partenaires que le PS en vue de former des majorités à la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région bruxelloise, le président de Défi Olivier Maingain tacle durement le CDH.

Quel a été votre premier sentiment à l’annonce du CDH ?

“D’abord qu’il s’agit d’une opération de sauvetage venant d’un parti qui se trouve aujourd’hui dans une crise existentielle. Pour Défi, l’enjeu n’est pas avec quels partis former une majorité, mais plutôt pour quelles politiques. Or, à la Région bruxelloise (où Défi et PS sont partenaires au gouvernement, Ndlr), on a déjà pas mal avancé sur la question de la bonne gou-

vernance qui est clairement une de nos priorités. C’est le cas avec la politique de rationalisation des instruments économiques mené par Didier Gosuin (ministre bruxellois de l’Économie, Ndlr).”

Il y a eu des affaires récemment à Bruxelles...

“Le problème à Bruxelles, il est du côté de la Ville, pas du côté de la Région. Le PS et le MR, mais aussi le CDH, s’y sucrent depuis des années. J’exige par exemple que les mandats dérivés des échevins et du bourgmestre bruxellois soient non rémunérés.”

Vous dénoncez une position hypocrite du CDH ?

“C’est une opération de sauvetage d’un parti qui s’est sucré

pendant des années !”

Vous acceptez de discuter en vue de former d’autres majorités ?

“On ne va fermer aucune porte, mais on aura des exigences pour l’accord de politique générale wallon. Il faudra que la nouvelle majorité en place mette à l’agenda la suppression des intercommunales, qui doivent être ramenées au niveau des provinces ou des Régions. J’ai toujours trouvé que des organismes où les personnes qui y siègent ne sont pas élues au suffrage universel ne sont pas démocratiques. Je n’oublie pas par ailleurs que c’est le CDH qui avait refusé la participation de Défi à la majorité à la Fédération Wallonie-Bruxelles...”

Interview > J. Th.

RÉACTION

Stéphane Hazée
CHEF DE GROUPE
ECOLO AU PARLEMENT
WALLON

“Une opération de sauvetage”

“Il s’agit d’une opération de sauvetage désespérée du CDH. Depuis trois ans, le CDH est scotché avec le PS et ne s’est jamais distingué par une quelconque bonne

gouvernance. Ils ont voulu revenir sur le décumul des mandats qu’on avait adopté et ont été toujours très à l’aise sur la politisation de l’administration. Ils ont aussi mis d’autres réformes au frigo, comme l’instauration d’une commission de déontologie. Sur tous ces sujets, PS et CDH s’entendaient comme larrons en foire.”

J. Th.

RÉACTION

BART DE WEVER
PRÉSIDENT DE LA N-VA

“Pas d’impact”

“Les événements qui touchent le paysage politique francophone sont à regarder avec intérêt. Mais cela n’aura, pour nous, aucune répercussion au niveau fédéral. La N-VA est aux affaires en Flandre et au

fédéral et nous travaillons dur chaque jour au changement. En Flandre, nous avons un budget en équilibre et nous réalisons une rationalisation dans l’administration. Grâce aux mesures prises par le gouvernement fédéral, les charges ont diminué, donnant ainsi de l’air au secteur privé. Nous voulons poursuivre le travail jusqu’en 2019.”

“C’est une décision IRRESPONSABLE”

► Pour la co-présidente d'Ecolo Zakia Khattabi, c'est le moment de réformer en profondeur sur le plan de la bonne gouvernance

► Pour la co-présidente d'Ecolo Zakia Khattabi, dont le parti semble quasiment incontournable en cas de coalitions sans le PS en Région bruxelloise et à la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'important n'est pas de savoir quels partenaires seront au pouvoir demain, mais pour quelles politiques. L'écologiste prévient déjà : son parti ne discutera que si d'importantes mesures en termes de bonne gouvernance sont prises d'ici le 21 juillet.

Qualifiez-vous comme d'autres la décision du CDH “d'opération de sauvetage désespérée” ?

“Je ne sais pas très bien ce qu'il y a derrière cette décision, mais je peux déjà dire qu'on a été pris par surprise. La manière avec laquelle le CDH agit est non seulement légère

mais irresponsable. Monsieur Lutgen (Ndlr : le président du CDH Benoît Lutgen) a l'air de découvrir les pratiques du PS. Le PS, le CDH et le MR s'étaient pourtant mis d'accord pour détricoter la mesure sur le décumul des mandats qu'on avait fait adopter lors de la précédente législature. Faire croire qu'un simple changement de casting mettra fin aux différents problèmes de bonne gouvernance est faux. Jusqu'ici, le CDH était d'ailleurs très fermé à nos différentes propositions en la matière. Le CDH et le MR ont encore récemment défendu le cumul des mandats.”

Que demandez-vous ?

“Des réformes d'abord et pas un changement de casting. On enverra mercredi à tous les partis les propositions qu'Ecolo souhaite voir adoptées

d'ici le 21 juillet.”

Vous avez parlé d'une manière de faire légère et irresponsable de la part du CDH...

“On a vu le gouvernement fédéral fonctionner pendant plus de 500 jours sans accord de gouvernement... On verra si Lutgen pourra créer des coalitions alternatives dans les différentes entités fédérées, mais c'est son problème, pas le mien. Lutgen aurait pu m'appeler avant et pas après pour connaître ma position.”

Ecolo semble incontournable à Bruxelles et du côté de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

“Ecolo ne se laissera pas forcer la main. Cela fait 30 ans qu'on demande des vraies réformes.

J. Th.

“Un tissu d'incohérences et de CONTRADICTIONS”

► Selon le ministre-Président francophone Rudy Demotte (PS), le CDH n'est pas le parti le plus ouvert au décumul des mandats

► Selon le ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le socialiste Rudy Demotte, qui était jusque lundi à la tête d'une majorité PS-CDH (49 sièges sur 94), la volonté du CDH d'éjecter le PS des majorités dans les différentes entités fédérées relève de calculs politiques qui n'ont rien à voir avec la bonne gouvernance. Il dénonce un acte de déloyauté qui pourrait porter atteinte aux intérêts des enseignants.

Quel a été votre premier sentiment à l'annonce du CDH ?

“Je trouve tout d'abord que le CDH par la voix de son président (Benoît Lutgen, Ndlr)

se donne une virginité à bon compte. On voit bien que dans le choix du CDH pèsent davantage d'autres politiques que celles d'ordre éthique. Et enfin, cette situation montre que le concept de loyauté en politique n'existe pas. À titre personnel, j'étais garant de l'accord du gouvernement francophone. Or cet accord a été tout

à fait respecté par le CDH et par le PS.”

Que voulez-vous dire quand vous parlez d'autres politiques que celles relevant de l'éthique ?

“On comprend que ce sont des éléments totalement étrangers aux politiques menées actuellement par les majorités qui ont mené à cette décision. J'ajouterais que, lorsque le CDH a été dans les difficultés du côté de la Fédération Wallonie-Bruxelles, avec le remplacement de Joëlle Milquet (l'ancienne ministre de l'Éducation et la Culture a été remplacée par Marie-Martine Schyns et Alda Greoli en avril 2016, NdlR), le PS n'en a pas profité. On n'a pas mis d'huile sur le feu à ce

moment-là ! Cela accentue l'amertume de leur positionnement actuel.”

Vous parlez d'éthique...

“Sur le fond, le CDH dit vouloir pour des raisons de bonne gouvernance former une majorité avec le MR. Un MR qui est touché par le Kazakhgate (soupçonné de trafic d'influence, Armand De Decker a démissionné samedi de son poste de bourgmestre, NdlR). C'est un acte qui relève plus de la communication et dont finalement les premières victimes pourraient être les enseignants.”

Que voulez-vous dire ?

“On se bat en commun du côté de la Fédération Wallonie-Bruxelles contre le ministre fédéral des Pensions Daniel Bacquelaire (MR) pour que les enseignants aient droit à une pension convenable. Comment

imaginer que demain ils se retrouvent dans la même majorité ? D'autre part, vous avez vu parfois ces derniers mois des positions antinomiques entre le MR et le CDH. Alors que Charles Michel défendait au Canada des traités du type Ceta, Benoît Lutgen disait tout le mal d'un tel traité pour les agriculteurs wallons. Bref, il y a là un tissu d'incohérences et de contradictions.”

Une décision pleine d'incohérences donc ?

“Oui, au PS, alors que tout le monde voulait avancer sur la question du décumul, on a senti que des voix se levaient contre au CDH.”

Le PS pourrait s'allier avec le MR du côté de la Fédération ?

“Je ne vais écarter aucun scénario.”

Interview > Julien Thomas

“Le CDH, par la voix de son président Benoît Lutgen, se donne

une virginité à bon compte”

Rudy Demotte, ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles

“Lutgen veut jouer le Macron wallon mais il n'en a pas la carrure. Le CDH abandonne les Wallons et les Bruxellois face aux défis économiques et sociaux. Les réformes de gouvernance leur posent des soucis en interne. Ils usent de vieilles pratiques politiciennes dont plus personne ne veut.”

Paul Furlan (PS), bourgmestre de Thuin